

N° 43/CA du Répertoire

N° 2001-005/CA du Greffe

Arrêt du 08 août 2002

AFFAIRE : NAKPOKOU H. C. Paul
et consorts
C/

Ministre des Finances et de l'Economie
Inspection Générale des Finances

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête introductive d'instance valant mémoire ampliatif en date du 11 janvier 2001, enregistrée au Greffe de la Cour, le 18 janvier 2001 sous le n° 0251/GCS, par laquelle sieur NAKPOKOU H. C. Paul et autres ont introduit un recours en annulation pour excès de pouvoir contre la décision contenue dans la lettre n° 2284-C/MFE/DC/IGF du 10 novembre 2000 et la Note de Service n° 445/IGF/MFE du 13 novembre 2000 par lesquelles le Ministre des Finances et de l'Economie les a jugés inaptes à être nommés dans le corps des Inspecteurs des Finances et les a soumis à une reprise de leur formation pour une durée d'un an complémentaire ;

Vu la requête en date du 24 juillet 2001, enregistrée au Greffe de la Cour le 18 août 2001 sous le n° 907/GCS par laquelle les requérants ont transmis à la Cour, la Note de Service n° 125-C/IGF/MFE du 09 juillet 2001, et sollicitent également son annulation au motif qu'elle fixe, de façon contraire à la loi, les conditions de reprise de leur formation ;

Vu la demande d'abréviation de délai de procédure des requérants en date du 24 janvier 2001, enregistrée au Greffe de la Cour le 29 janvier 2001 sous le n° 084/GCS ;

Vu l'Ordonnance n° 2001-005/PCS/CAB du 07 février 2001 portant abréviation de délai de procédure pris par le Président de la Cour Suprême conformément aux dispositions de l'article 51

DE = 2000^F

Enregistré à Cotonou le 09/05/03
Fo 22 Case 1754-3
Reçu Deux mille francs
L'Inspecteur de l'Enregistrement

Elisabeth Sour

Notifié par l'n° 1230-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238/GCS du 23/03/2004 1231/GCS

N4 ef

de l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême ;

Vu les lettres n°s 0335, 0336 et 0337/GCS du 12 février 2001 par lesquelles notification de l'Ordonnance portant abréviation de délai de procédure a été respectivement communiquée, pour leurs observations, à Monsieur NAKPOKOU H. C. Paul et les 4 autres, au Ministre des Finances et de l'Economie et à l'Inspecteur Général des Finances ;

Vu les lettres n°s 0344 et 0345/GCS du 12 février 2001 par lesquelles la requête introductive d'instance valant mémoire ampliatif et les pièces y annexées au dossier ont été communiquées à Madame l'Inspecteur Général des Finances et à Monsieur le Ministre des Finances et de l'Economie pour leurs répliques éventuelles ;

Vu le mémoire en réplique, de l'Administration représentée par l'Agent Judiciaire du Trésor, en date du 12 mars 2001, enregistré au Greffe de la Cour le 18 mars 2001 sous le n° 402/GCS ;


Vu la lettre n° 0736/GCS du 21 mars 2001 par laquelle les observations de l'Agent Judiciaire du Trésor ont été communiquées aux requérants pour leurs observations ;

Vu la lettre n° 1151/AJT/SA du 06 août 2001 par laquelle l'Agent Judiciaire du Trésor communique à la Cour la Note de Service n° 152-C/IGF/MFE du 09 juillet 2001, constatant la fin de stage des requérants et leur admission dans le corps des Inspecteurs des Finances ;

Vu la lettre en date du 13 novembre 2001 enregistrée au Greffe de la Cour le 22 novembre 2001 sous le n° 1241/GCS par laquelle les sieurs NAKPOKOU H. C. Paul, ASSOGBA Léandre, BOURAÏMA Raouf, HOGBONOUTO Francis et GOGAN Florentin informent la Cour de leur désistement d'instance ;

Vu la consignation légale payée par les requérants et constatée par reçu n° 1997 du 24 janvier 2001 ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;



Vu l'Arrêté n° 3557/MFPTRA/DPE/SGC2/D2 du 03 octobre 2001, portant nomination et reclassement des requérants au grade des Inspecteurs des Finances ;

Vu toutes les autres pièces du dossier ;

Où le Conseiller **Samson DOSSOUMON** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Raoul Hector OUENDO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré, conformément à la loi ;

Considérant que, par lettre en date du 13 novembre 2001, enregistrée au Greffe de la Cour Suprême le 22 novembre 2001 sous le n° 1241/GCS, les sieurs NAKPOKOU H. C. Paul, ASSOGBA Léandre, BOURAÏMA Raouf, HOGBONOUTO Francis et GOGAN Florentin ont saisi la Cour d'une requête de désistement d'instance au motif que : « ... Le Ministre chargé de la Fonction Publique a pris ses responsabilités en prenant conjointement avec son homologue des Finances, l'Arrêté n° 3557/MFPTRA/DPE/SGC2/D2 du 03 octobre 2001, portant notre (leur) nomination et reclassement dans le corps des Inspecteurs des Finances pour compter du 05 juillet 2000... »

Qu'il y a lieu en conséquence de cela, de donner acte aux requérants de leur désistement d'instance ;

PAR CES MOTIFS

DECIDE

Article 1^{er} : Il est donné acte aux requérants de leur désistement.

Article 2 : Les dépens mis sont à leur charge.

Article 3 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur Général près la Cour Suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs :



Samson DOSSOUMON, Conseiller à la Chambre Administrative,

PRESIDENT ;

Emile TAKIN

et

Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI

CONSEILLERS.

Et prononcé à l'audience publique du jeudi huit août deux mille deux, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Raoul Hector OUENDO,

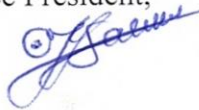
MINISTERE PUBLIC;

Et de Maître **Irène Olga AÏTCHEDJI**,

GREFFIER.

Et ont signé

Le Président,



Le Greffier,

